

Ivry-sur-Seine le 7 juin 2016

## Loi travail : STOP au passage en force

Le SEP UNSA dans la lignée de l'UNSA s'était positionné pour négocier la loi travail afin d'en conserver les avancées sociales et d'en faire retirer les éléments insupportables. Force est de constater que le gouvernement n'est pas dans une posture de négociation, contrairement au début de la mandature marquée par les conférences sociales. La perspective du passage en force sur l'article 2 en particulier, nous amène à devoir acter que les éléments positifs de la loi ne contre balancent pas les régressions sociales du texte.

### La volonté de négocier. Et la force de s'opposer!

En conséquence, face à cette posture « seul contre tous » du gouvernement, le Syndicat de l'Education Populaire demande le retrait du texte. Ce projet qui n'était pas dans le programme présidentiel n'a pas de légitimité, nous appelons à une votation citoyenne, car c'est aux salariés et au peuple de reprendre la main.

A terme, pour sortir sereinement de cette spirale, il serait utile de renvoyer à des négociations dans le cadre d'accords nationaux interprofessionnels pour s'extirper d'un texte fourre-tout. En attendant, nous appelons à manifester avec l'intersyndicale et à poursuivre le rapport de force par tous les moyens légaux, mais aussi à faire preuve de pédagogie en accompagnant et stimulant des actions d'éducation populaire en lien avec cette loi et ses conséquences possibles.

Le SEP UNSA, membre du Collectif des Associations Citoyennes,  
relaie l'appel ci-dessous

Contact presse : Patrice Weisheimer  
06 63 14 67 31 / [sep.sg@unsa-education.org](mailto:sep.sg@unsa-education.org)  
[www.sep-unsa-education.org](http://www.sep-unsa-education.org)



# Appel aux associations citoyennes à participer à la mobilisation sociale

COMMUNIQUE du 2 juin 2016

Une bataille décisive est actuellement menée par un ensemble de forces syndicales, politiques et associatives et par de nombreux citoyens pour s'opposer à la loi travail et à la remise en cause des libertés publiques. Le gouvernement se montre sourd à l'opinion publique, aux centaines de milliers de manifestants dans la rue, à l'opposition d'une partie de sa propre majorité, et installe un état permanent d'exception. Face aux remises en cause du droit et de la démocratie, les manifestations se multiplient. De nombreux débats, qui se développent partout en France, renouent avec les racines de l'éducation populaire en permettant aux citoyens de s'exprimer et d'élaborer collectivement des pistes de renouvellement de l'action publique et citoyenne.

Cette offensive du gouvernement vise, comme l'a indiqué le chef de l'État, à « poser un nouveau modèle social » non seulement en France, mais dans de nombreux pays. **Nous refusons ce modèle irresponsable** qui banalise la corruption, financiarise la société, multiplie les inégalités, précarise les salariés et exclut les chômeurs. Un modèle suicidaire face au dérèglement climatique et au maintien de la paix, qui va à l'encontre de tout ce que défendent nos associations citoyennes en matière d'écologie, de culture, de solidarité, d'éducation, de participation citoyenne.

**La mise en place par le gouvernement des « Social impact bonds » (SIB)** constitue une manifestation directe de cette volonté de financiarisation, à travers des montages toxiques pour les collectivités et pour les associations. Elle prétend compenser la **baisse des financements publics**, qui s'est amplifiée depuis 2014 avec le plan de rigueur et va se poursuivre en 2016, 2017 et bien au-delà. Ses effets, de plus en plus visibles, se traduisent par l'abandon de très nombreuses actions de terrain, pourtant indispensables au niveau des quartiers, des territoires ruraux et périurbains. Les licenciements se comptent d'ores et déjà par milliers, les disparitions d'associations également.

Face à cette situation, nul ne peut rester passif ou indifférent. C'est pourquoi **les signataires appellent les associations citoyennes à :**

- **participer massivement à la manifestation nationale du 14 juin**, où le Collectif des Associations Citoyennes sera présent « contre la loi travail, contre les SIB et contre les atteintes aux libertés » et « pour la démocratie, les droits fondamentaux et le vivre ensemble »,
- **répondre à la proposition de votation citoyenne** organisée par 7 syndicats de salariés, d'étudiants et de lycéens, en allant sur <https://solidaires.org/Votation-citoyenne-sur-la-Loi-Travail>,
- **faire échec à la mise en place des « Social Impact Bonds »**, rebaptisés « Contrats à Impact Social » (CIS), et à encourager les collectivités publiques, les coordinations, les réseaux associatifs et les associations à refuser ce cadeau empoisonné et à **multiplier les « territoires sans SIB »**,
- demander aux **collectivités de sauvegarder le niveau de leurs subventions aux associations** et à l'Etat de maintenir sa dotation aux collectivités dans le budget 2017.

**Signez et faites signer largement autour de vous cet appel**

<http://www.associations-citoyennes.net/?p=7690>